



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

ECE/EX/2006/L.17
27 octobre 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS, FRANÇAIS
ET RUSSE

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ EXÉCUTIF

Neuvième séance
Genève, le 8 novembre 2006

DÉCISIONS SUR LES QUESTIONS RELATIVES AU COMITÉ DU BOIS

Note du secrétariat

Programme de travail jusqu'en 2008

Mandat du Comité du bois et du Groupe de travail FAO/CEE de l'économie
forestière et des statistiques des forêts

Le Comité du bois, à sa soixante-quatrième session tenue à Genève du 3 au 6 octobre 2006, a adopté son programme de travail jusqu'en 2008, qui fait l'objet de l'Annexe I. Le Comité exécutif est invité à l'approuver.

À la même session, le Comité a adopté son mandat révisé (Annexe II). Le Comité exécutif est invité à approuver ce mandat.

Le Comité du bois a également adopté le mandat du Groupe de travail FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts (Annexe III). Le Comité exécutif est invité à l'approuver.

GE.06-26010

ANNEXE I

COMITÉ DU BOIS DE LA CEE ET COMMISSION EUROPÉENNE DES FORÊTS DE LA FAO

PROGRAMME DE TRAVAIL INTÉGRÉ SUR LES FORÊTS ET LE BOIS

2005 A 2008

CEE-ONU SOUS-PROGRAMME 7: sur le bois et la foresterie

Domaine d'activité 1 Marchés et statistiques

Éléments de programme

- 1.1 Statistiques de la production, du commerce, de la consommation et des prix des produits forestiers
- 1.2 Analyse des marchés des produits forestiers, en particulier de leurs aspects d'actualité ayant une incidence sur les politiques forestières
- 1.3 Renforcement des capacités de commercialisation des produits forestiers dans les pays en transition
- 1.4 Suivi et analyse des marchés des produits forestiers certifiés
- 1.5 Statistiques des incendies de forêt
- 1.6 Équipe de spécialistes des marchés et de la commercialisation des produits forestiers

Domaine d'activité 2 Évaluation des ressources forestières et indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région

Éléments de programme

- 2.1 Indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région
- 2.2 Contribution régionale à l'évaluation mondiale des ressources forestières
- 2.3 Appui à la mise au point de systèmes nationaux de surveillance des forêts
- 2.4 Assurer les services de secrétariat de l'Équipe de spécialistes d'évaluation des ressources forestières

Domaine d'activité 3 Études sur les perspectives du secteur forestier: analyse et suivi

Éléments de programme

- 3.1 Mise en œuvre et suivi de l'Étude des Perspectives du Secteur Forestier en Europe (EFSOS) à déterminer
- 3.2 Questions intersectorielles intéressant les forêts au niveau paneuropéen
- 3.3 Incidences sur les politiques sectorielles de l'utilisation accrue de l'énergie dérivée du bois

Domaine d'activité 4 Aspects sociaux et culturels de la foresterie

Éléments de programme

- 4.1 Rôle des femmes dans la foresterie
- 4.2 Dimension sociale de la gestion durable des forêts en Europe, par exemple, sécurité et santé
- 4.3 Rôle des sous-traitants

Domaine d'activité 5 Questions de politique générale et questions intersectorielles

Éléments de programme

- 5.1 Contribution à la dimension régionale du dialogue international
- 5.2 Suivi des faits nouveaux survenus récemment sur le plan des politiques et des institutions
- 5.3 Évolution des politiques et des institutions du secteur forestier dans les pays de la CEI et du sud-est de l'Europe
- 5.4 Questions relatives au commerce et à l'environnement:
 - 5.4.1 – ampleur et causes de l'abattage et du commerce illégaux
- 5.5 Incendies de forêt
- 5.6 Communication sectorielle et intersectorielle
- 5.7 Élaboration de monographie par pays sur les forêts et les produits forestiers

ANNEXE II

MANDAT DU COMITÉ DU BOIS

Le Comité du bois, en tant que comité sectoriel de la CEE, constitue une enceinte de coopération et de consultation pour ses pays membres. Son objectif est d'améliorer la gestion durable des forêts, notamment l'utilisation rationnelle et légale du bois, des autres produits de la forêt et des services forestiers, dans toute la région de la CEE.

Le Comité du bois fournit, dans le contexte du développement durable, aux pays membres les informations et les services dont ils ont besoin pour élaborer leurs politiques et leurs décisions concernant leurs forêts et leur secteur forestier, y compris le commerce et l'utilisation des produits forestiers («le secteur») et formule, s'il y a lieu, des recommandations à l'intention des gouvernements membres et des organisations intéressées. À cette fin:

1. Il réalise, avec la participation active des pays membres, des analyses à court, moyen et long terme des évolutions du secteur et de celles qui ont un impact sur ce dernier, notamment de celles qui offrent la possibilité de faciliter le commerce international et de mieux protéger l'environnement;
2. Pour étayer ces analyses, il recueille, enregistre et diffuse des statistiques et d'autres informations relatives au secteur et mène des activités en vue d'améliorer leur qualité et leur comparabilité;
3. Il fournit un cadre pour la coopération, par exemple en organisant des séminaires, des ateliers et des réunions ad hoc et en constituant pour des durées limitées des groupes spéciaux, afin que les gouvernements et les autres institutions des pays membres puissent procéder à l'échange d'informations économiques, environnementales et techniques qui est nécessaire pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques menant au développement durable du secteur et à la protection de l'environnement dans leurs pays respectifs;
4. Il exécute les tâches jugées prioritaires par la Commission ou le Comité, notamment en facilitant la coopération au niveau sous-régional et les activités visant à aider les économies des pays de l'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et de la région méditerranéenne;
5. Il doit également revoir régulièrement sa structure et ses priorités et coopérer avec d'autres organisations internationales et intergouvernementales actives dans le secteur, en particulier avec la FAO et sa Commission européenne des forêts, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe (MCPFE), de manière à assurer leur complémentarité et à éviter les doubles emplois et ainsi à optimiser l'utilisation des ressources. Son programme de travail est pleinement intégré à celui de la Commission européenne des forêts.

Le programme de travail intégré du Comité du bois et de la Commission européenne des forêts comprend cinq domaines d'activité:

1. Marchés et statistiques
2. Évaluation des ressources forestières et indicateurs de la gestion durable des forêts
3. Études sur les perspectives du secteur forestier
4. Aspects sociaux et culturels de la foresterie
5. Questions de politique générale et questions intersectorielles.

ANNEXE III

MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL FAO/CEE DE L'ÉCONOMIE FORESTIÈRE ET DES STATISTIQUES DES FORÊTS

Le Groupe de travail est un organe subsidiaire du Comité du bois de la CEE et de la Commission européenne des forêts de la FAO et il contribue à la mise en œuvre du programme intégré de ces deux organes. Il se réunit chaque année pour procéder à l'encadrement des domaines d'activité 1, 2 et 3 du programme intégré:

- Marchés et statistiques
- Évaluation des ressources forestières et indicateurs de la gestion durable des forêts;
- Études sur les perspectives du secteur forestier

En particulier, dans le cadre du programme intégré, le Groupe de travail est chargé de :

- (i) suivre les besoins au niveau international en statistiques et autres informations relatives au secteur de la foresterie, du traitement du bois et des produits forestiers; et d'élaborer des programmes visant à répondre à ces besoins. Une attention particulière est accordée à l'amélioration des concepts, définitions et méthodologies en vue d'accroître la comparabilité des statistiques au niveau international;
- (ii) mettre au point, à la demande des organes dont il relève, des méthodologies pour l'analyse économique du secteur ainsi que des techniques pour la collecte, la validation, l'analyse et la diffusion des informations et des statistiques;
- (iii) lancer, à la demande des organes dont il relève, des projets spéciaux dans le domaine de l'économie et des statistiques des forêts et des produits forestiers;
- (iv) collaborer avec d'autres organismes internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe, Eurostat et la Conférence des statisticiens européens en vue de coordonner les activités et d'éviter tout double emploi inutile.